

## La voix de l'opposition de gauche

L'heure de la révolution socialiste a sonné,  
mais il n'y a pas de pilote pour la diriger ! (1<sup>ère</sup> partie)

### **Le 5 février 2011**

En Tunisie comme en Egypte ou au Yémen, les couches les plus avancées du prolétariat se soulèvent pour exiger non seulement le départ du président-dictateur en place depuis des décennies, une amélioration substantielle de leurs conditions de travail et d'existence ou encore des réformes démocratiques, ils souhaitent également un changement de régime, ils exigent une refonte totale de la société, autrement dit, la fin du système qui les exploite et les opprime, leur émancipation du capital, et ils aspirent profondément à la liberté, ce qui passe par la liquidation des institutions et de la Constitution taillées sur mesure pour le despote qui les gouverne d'une main de fer pour le compte de la classe dominante et des différents impérialistes qui pillent leurs richesses.

Privés de moyens d'expression, en bute à un régime policier qui les terrorise, dans l'impossibilité de lutter contre la corruption omniprésente, livrés à une exploitation féroce, connaissant des conditions de vie épouvantables, ils se sont soulevés parce qu'ils en sont arrivés au point de ne plus rien avoir à perdre, telle est la dramatique réalité que vivent bien des peuples à travers le monde aujourd'hui, la majorité d'entre eux.

Leur soulèvement spontané en dit long sur les souffrances infinies que leur font endurer depuis leur naissance ces dictatures camouflées en république démocratique bourgeoise, alors que ces régimes despotiques ne doivent leur survie qu'au soutien dont il bénéficie de la part de la police et de l'armée, qui sont avec la classe dominante minoritaire organisée dans un parti unique, les véritables piliers de l'Etat et du maintien de l'ordre établi.

La quasi totalité de l'économie de ces pays ou tout du moins les secteurs stratégiques ou les plus juteux en terme de profit est entre les mains de quelques familles, on peut dès lors parler de népotisme, de ploutocratie, c'était le cas en Tunisie, quand elle n'est pas directement entre les mains de l'armée, comme en Egypte par exemple.

Les médias, la presse et la télévision sont étroitement contrôlés par le pouvoir lorsqu'ils ne sont pas la propriété des dignitaires du régime, dans le meilleur des cas, ils sont livrés à la censure et les journalistes qui osent braver le régime et le critiquer font l'objet d'intimidations ou de harcèlement, de menaces de mort, ils perdent leur emploi, et les plus récalcitrants d'entre eux sont emprisonnés, torturés ou purement et simplement liquidés.

Les syndicats ouvriers doivent également faire allégeance au régime pour avoir le droit d'exister, leurs principaux dirigeants se plient volontiers à ce principe infâme, et l'activité des partis d'opposition doit se limiter à commenter l'actualité sans aller jusqu'à remettre en cause le régime, ils peuvent émettre des avis sur la politique menée par le régime ou lui conseiller des mesures qui pourraient améliorer le sort du peuple, mais toujours en y mettant la forme, il est de bon ton de vanter les mérites du président et son gouvernement et de faire l'impasse sur les affaires ou les conflits sociaux qui pourraient le mettre dans l'embarras.

On aura compris qu'une chape de plomb pèse sur ces pays où la démocratie et la liberté d'expression sont sujets à caution ou inexistantes en réalité. C'est également le cas de l'Inde qualifiée à tort de plus grande démocratie du monde où je vis depuis de nombreuses années, j'ai eu l'occasion de mettre dans le site quelques articles qui le prouvent amplement.

Dès lors, dans tous ces pays où règne une dictature s'appuyant sur la police et une ribambelle d'indicateurs ou l'armée, toute activité politique sérieuse contestant le régime en place est déclarée illégale et ne peut exister que dans la clandestinité, comme à l'époque de Nicolas II en Russie avant la révolution russe de 1917. En dehors de quelques groupes combattant pour le socialisme, il n'existe pas de partis révolutionnaires dans ces pays-là.

Même les partis staliniens, qui ne constituent pourtant pas une réelle menace pour ces régimes, sont systématiquement pourchassés, à cause de l'image déformée que peuvent en avoir les ouvriers et parce qu'ils pourraient servir de base de regroupement à des couches du prolétariat dans certaines circonstances. Or, ces dictatures parfaitement conscientes de leurs multiples exactions commises sur les travailleurs pendant de longues années et de la gravité de leurs crimes, ne supportent pas l'idée d'avoir un jour des comptes à rendre à qui que ce soit ou de se retrouver en concurrence avec des partis qui incarnent de façon déformée, répétons-le, un régime qui leur ôterait tout pouvoir. A côté de ces partis, ils en existent qui sont tolérés bien qui se réclament de la démocratie, en parole seulement. Quant aux partis affiliés à l'Internationale socialiste, dans bien des cas - je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question pour en dire davantage ici, ils sont dirigés par ces dictateurs eux-mêmes, comme c'est le cas par exemple en Côte d'Ivoire ou en Tunisie avec le RCD de Ben Ali.

Une fois ce tableau relativement sommaire dressé rapidement, mais toutefois suffisamment clair, on aura aucune illusion à se faire sur l'issue de la révolution tunisienne ou sur les soulèvements en cours en Egypte, au Yémen ou à venir en Algérie ou encore dans d'autres pays du Moyen ou du Proche Orient ou en Afrique, puisque nulle part il n'existe de véritable parti communiste de masse pour conduire ou guider la révolution dans la bonne direction et lui permettre de vaincre, détruire les institutions en place et porter la classe ouvrière au pouvoir.

Cette révolution et ces soulèvements révolutionnaires ou pré-révolutionnaires ont tous une connotation socialiste dans la mesure où leur orientation politique consiste à remettre en cause les institutions politiques en place, sans pour autant qu'une majorité des travailleurs ne soient engagés dans ce combat jusqu'à preuve du contraire, c'est la premier constat qui vaut davantage pour l'Egypte que pour la Tunisie, le second, sans qu'ils n'aient réellement conscience de la portée du processus révolutionnaire en cours et des tâches qu'ils devraient accomplir pour parvenir à mettre en place des institutions conformes à leurs intérêts de classe.

On voit parfaitement qu'il manque une direction à cette révolution ou à ces mouvements révolutionnaires pour parvenir à rassembler ou à mobiliser l'ensemble de la classe sur des objectifs politiques précis. Tout ou presque est improvisé au jour le jour, sans véritablement coordination, ce qui laisse le champ libre au régime pour agir, parfois ou de plus en plus souvent, mais de façon limitée, maîtrisée pour autant que cela soit encore possible, dans le sens réclamé par les manifestants histoire de ne pas perdre la main et de les diviser, afin dans le pire des cas d'assurer une transition du pouvoir qui ne remette pas en cause les intérêts de la classe dominante et de l'armée qui demeure le pilier de l'Etat.

Bien entendu ces pays pourrait basculer à tout moment dans une guerre civile atroce où les travailleurs s'affronteraient entre eux, pendant que la police et l'armée soutiendraient ou encadreraient, marcheraient au côté de ceux restés favorables au régime dictatorial, une répression implacable s'abattra sur tous les opposants qui s'achèverait par un bain de sang tout aussi terrible. Ces régimes ont-ils encore les moyens de s'engager dans cette voie ? Ils n'ont pas désarmé les partisans de la dictature qui ont manifesté violemment ces derniers jours, ni leur parti ni la police et ni l'armée.

C'est seulement la préservation de la stabilité (économique et politique) mondiale pendant que la crise du capitalisme se poursuit, donc les intérêts des impérialistes les plus puissants, qui va dicter la marche à suivre des dirigeants des pays en proie à des soulèvements révolutionnaires, car sans le soutien des différents impérialistes, de l'ONU et accessoirement de l'UE, ces régimes se retrouveraient isolés, fragilisés et perdraient la seule trace de légitimité dont ils peuvent encore se réclamer, ce qui serait interprété (à tort) par leurs peuples comme un soutien à leur mobilisation qui s'amplifierait par conséquence, ce qui n'est l'objectif ni des tyrans ni des représentants des différents impérialistes.

La situation révolutionnaire ou le climat de guerre civile qui sévit dans plusieurs pays, n'est pas vraiment propice aux affaires.

La détérioration rapide et brutale de la situation économique peut engendrer à tout moment à son tour des désordres sociaux dans d'autres pays, la situation est tellement explosive dans de très nombreux pays que personne n'est en mesure de dire aujourd'hui si les régimes en place seraient capables de faire face à un soulèvement révolutionnaire. D'où le volte-face précipité d'Obama et des principaux dirigeants de la planète qui ont lâché Moubarak, ou encore l'annonce par Bouteflika de lever l'état d'urgence prochainement, le changement soudain de Premier ministre en Jordanie, l'annonce faite par le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, qu'il ne se représentera pas à la prochaine élection présidentielle, et pour finir, plusieurs

gouvernements ont pris des mesures pour stocker des denrées alimentaires de premières nécessités pour tenter d'endiguer la hausse des prix qui pourrait menacer leur régime.

Toutes ces mesures peuvent s'avérer vaines très rapidement, car du côté de l'aristocratie financière ils continuent de spéculer de plus belle, il semblerait même qu'ils aient décidé de jeter de l'huile sur le feu et qu'ils profitent de la situation pour charger encore plus la barque des régimes qui menacent de sombrer à tout moment dans de nombreux pays ayant déjà connu des émeutes de la faim, par exemple sur le prix du pétrole (plus de 103 dollars le baril hier) qui entraîne automatiquement la hausse des prix de la plupart des marchandises.

Une fois je m'étais posé à voix haute dans le site, la question de savoir s'ils seront assez dingues pour jouer avec le feu et entraîner un jour le monde dans une formidable déflagration aux conséquences aussi incontrôlables qu'imprévisibles, il semblerait que la réponse soit hélas positive, je dis hélas car évidemment nous n'y sommes pas préparés, nous n'avons ni parti révolutionnaire ni Internationale à leur opposer.

En attendant, pour revenir à ce que je disais plus haut, pour préserver à tout prix l'ordre mondial dominé par l'impérialisme américain, les dirigeants du vieux monde vont aider les régimes en proie à des révolutions ou des mouvements révolutionnaires à retrouver une certaine stabilité en recourant à des partis bourgeois ou petits-bourgeois démocratiques qui n'ont pas l'intention de remettre en cause le capitalisme, sachant qu'ils devront accorder des concessions au prolétariat sur le plan social et politique, afin que l'ordre règne à nouveau, l'essentiel étant de sauver leur système déjà mal en point.

A ce stade, les classes ouvrières tunisienne ou égyptienne ne peuvent guère espérer davantage, puisque politiquement elles sont désarmées, sans véritable direction. C'est à elles de rester mobiliser et de faire monter les enchères pour obtenir le maximum de concessions de la part du gouvernement en place ou à venir, en attendant des jours plus favorables qui leur permettront cette fois de prendre le pouvoir, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il faille cesser de combattre pour cet objectif. Ces concessions sociales et politiques ne doivent pas être en aucun cas le produit de la collaboration avec le régime en place, mais uniquement le produit de la lutte de classe des travailleurs, aucun argument ne peut justifier la collaboration de classes, dans aucune circonstance, c'est une question de principe sur laquelle nous devons demeurer intransigeant.

La suite demain ou dans deux jours. Il se peut que je rajoute quelques lignes à cet article écrit très rapidement et réalisé sans plan, je n'ai fait qu'effleurer les conditions objectives (matérielles) qui existent en Tunisie et en Egypte, les difficultés de la vie quotidienne que rencontrent les travailleurs et leurs familles et qui sont à l'origine de leur soulèvement, l'absence de liberté d'expression et la corruption n'étant que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase si l'on peut dire.

Sinon, la deuxième partie concernera exclusivement la situation en France et les pays similaires. En Tunisie et en Egypte, ils n'ont pas vraiment de partis ouvriers dans lesquels s'organiser, nous on a le trop plein, on a connu une expérience tellement négative des partis qui existent à des degrés divers, que la classe ouvrière les rejette tous en bloc. Donc d'un côté, on est mieux loti que les Egyptiens et les Tunisiens car la liberté d'expression et de s'organiser existent, mais de l'autre, nous sommes toujours incapables de les utiliser à bon escient et de se doter d'un véritable parti révolutionnaire. De ce point de vue-là, nous n'avons vraiment aucune leçon à donner aux prolétariats tunisien et égyptien !